

Bulletin d'histoire politique

La participation des soldats canadiens-français à la Deuxième Guerre mondiale: une histoire de trous de mémoire

Béatrice Richard



Volume 3, numéro 3-4, été 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063501ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063501ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Richard, B. (1995). La participation des soldats canadiens-français à la Deuxième Guerre mondiale: une histoire de trous de mémoire. *Bulletin d'histoire politique*, 3(3-4), 383–392. <https://doi.org/10.7202/1063501ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LA PARTICIPATION DES SOLDATS CANADIENS-FRANÇAIS À LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE: UNE HISTOIRE DE TROUS DE MÉMOIRE

Béatrice Richard

Étudiante au doctorat, département d'histoire, UQAM

Comment la société québécoise et ses élites ont-elles sanctionné la mémoire des Canadiens français partis au front en 1939-1945? En surdéterminant la mémoire du «déserteur» par rapport à celle du combattant. Pourtant, de trop rares travaux en font foi, les guerriers québécois ont bel et bien existé. Un tel constat ouvre la voie à une tout autre histoire du Québec.

Rétablissons d'emblée les faits: les Québécois n'ont pas à rougir de leur participation à l'effort de guerre entre 1939 et 1945. Dans un des quelques ouvrages traitant de cette question, l'historien Jean-Yves Gravel fait le point en ces termes: «(...) la participation du Canada français à la Deuxième Guerre mondiale fut de 19 % de l'effectif militaire. Plus de 100 000 hommes et femmes. Et la majorité de ceux qui se battirent en Europe et qui y laissèrent leur vie furent volontaires. Quant à l'effort financier, le Québec contribua aux emprunts de guerre avec 715 millions, dépassant ainsi sensiblement l'objectif qu'on lui avait fixé¹.» En dépit de cette participation, les Canadiens français ne semblent guère avoir été prompts à revendiquer la part de gloire qui aurait dû leur revenir. Comment ce «trou de mémoire» a-t-il pu se former? Comment ces événements, traumatisants pour notre société mais essentiels pour expliquer son devenir, ont-ils pu s'effacer si facilement de la mémoire québécoise? Sans prétendre répondre exhaustivement à cette question dans le cadre de ce bref exposé, nous essaierons plutôt de fournir quelques éléments de réflexion en examinant le rôle de l'historiographie et de la culture québécoises dans ce processus.

Les historiens québécois contemporains se montrent, dans l'ensemble, plutôt vagues lorsqu'il s'agit d'aborder la question de la participation des francophones aux opérations militaires. En 1974, Jean-Yves Gravel écrit: «La plupart des historiens qui se sont intéressés aux questions militaires

étaient des anglophones, qui, à l'exception de Desmond Morton, firent peu de place aux francophones²». Aussi, les ouvrages traitant des conflits militaires sur le terrain sont presque invariablement anglophones ou des traductions françaises d'ouvrages anglophones. Plus encore qu'au Canada anglais, la guerre-combat est donc restée absente de l'historiographie québécoise de la Deuxième Guerre mondiale. La période 1939-1945, se résume dans ce cas à la guerre-reprise économique, à la Guerre-différends fédéraux-provinciaux et surtout à la guerre-crise de la Conscription, au «NON» du plébiscite de 1942.

Un coup d'œil sur les principaux manuels d'histoire des cégeps et des universités nous a convaincue que cette vision guidait, jusque tout récemment, le travail des historiens. Dans le deuxième tome de *L'Histoire du Québec contemporain*, un ouvrage scientifiquement au-dessus de tout soupçon, Dieppe, la campagne d'Italie, le débarquement de Normandie et la libération de l'Europe ont droit tout au plus à une mention de huit lignes sur 740 pages. Faut-il le préciser? La part des Canadiens français dans ces opérations n'y est pas mentionnée. À la décharge des auteurs, reconnaissons que la question de la participation des Canadiens français à l'effort de guerre et de leur attitude face au conflit est résumée un peu plus loin avec beaucoup de nuance et de justesse, mais très résumée tout de même³... Si la synthèse historique de Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugois publiée dans les années soixante-dix, tout aussi reconnue dans les milieux universitaires, se montre infiniment plus prolixe sur le déroulement des opérations militaires au front — une bonne douzaine de pages composant un chapitre entier —, les Canadiens français qui participent aux combats ne sont jamais identifiés. Pourtant, des unités exclusivement francophones facilement identifiables pour un historien ont joué des rôles clés dans les campagnes européennes⁴.

L'historien R. G. Haycock attribue le manque d'intérêt relatif des historiens francophones pour la thématique militaire à l'histoire du pays elle-même: «Conquête, anglicisation croissante et différends culturels d'ordre national concernant la guerre et la politique étrangère⁵». De fait, les spécialistes québécois en sciences humaines, si friands d'études sociologiques pendant les années soixante-dix, ne se sont guère empressés de savoir qui étaient ces gens partis au front et quelles étaient leurs motivations profondes. Mis à part les travaux de Jean Pariseau et Serge Bernier sur le bilinguisme dans les forces armées canadiennes et l'étude de Jean-Pierre Gagnon sur le 22^e Bataillon, tout reste encore à faire en histoire socio-militaire québécoise⁶.

Loin de nous, toutefois, l'idée de déterrer le spectre de quelque immonde complot d'intellectuels derrière notre méconnaissance du rôle réel des Québécois sur les champs de bataille de la Deuxième Guerre. La société aussi censure et autocensure toute analyse qui révélerait ses tabous et égratignerait son image identitaire, remettrait en question sa communauté «imaginée». Elle sanctionne à sa façon l'information ou les œuvres qui l'arrangent ou la dérangent. Certes, le travail de l'historien n'est pas le seul en cause ici: sélective, notre mémoire constitue non seulement le sens du récit historique, mais aussi celui d'individus, de groupes, de sociétés entières. Or, cette organisation se fait selon des manipulations «conscientes ou inconscientes que l'intérêt, l'affectivité, le désir, l'inhibition, la censure exercent sur la mémoire individuelle⁷».

Dans ce sens, notre littérature, notre théâtre ou notre cinéma n'ont, pour leur part, jamais renvoyé qu'un très faible écho ou une image déformée de la Deuxième Guerre mondiale. Tout s'y passe un peu comme si les Canadiens français n'étaient jamais allés au front. Malgré les tragiques révélations d'après-guerre, notre culture et notre imaginaire contemporains ont continué à se développer à l'ombre du mythe de la «guerre anglaise». Nous avons dit «NON» aux Anglais. À quelques exceptions près, nos «vrais» héros ne se battent pas, ils se rebellent contre la guerre. Plutôt prendre le maquis, voire mourir, que se battre pour le roi d'Angleterre. Le curé Folbèche du roman de Roger Lemelin, *La famille Plouffe*, ne laisse guère le choix à ses ouailles. Pour lui, l'armée canadienne est «celle de la trahison nationale⁸».

Cette vision semble avoir imprégné notre culture qui s'est fait l'écho de cette voie d'évitement confortable. Dans *La Guerre, yes sir!*, Roch Carrier dépeint «notre» guerre sous l'angle de la dérision. Un des personnages du roman, mort au front, a droit à une médaille posthume après avoir perdu la vie en se soulageant sur une mine. Oeuvre importante dans la littérature québécoise, le roman de Carrier exprime bien, par ailleurs, le mythe de l'insoumis et de la victime. L'un des personnages se coupe la main d'un coup de hache pour ne pas aller au combat. Le membre sacrifié et congelé sert de rondelle de hockey à un groupe d'enfants⁹.

Dans un tel contexte, à leur retour, ceux qui ne s'étaient pas cachés, ceux qui s'enrôlèrent volontairement et participèrent au combat ne pouvaient que se taire. À la fois parce qu'il est toujours difficile de raconter l'horreur, la mort, la souffrance. Mais aussi, et peut-être surtout, parce que peu de gens désiraient entendre ce qu'ils avaient à dire. C'est ce que nous appellerons «le syndrome de maman Plouffe». Définissons-le en quelques

lignes. Le dernier chapitre du livre de Lemelin, *La famille Plouffe*, se termine sur la fin de la guerre. Maman Plouffe, Joséphine, est soulagée. Son fils Guillaume revient du front intact, sans blessure. Pendant toute la guerre, le jeune soldat, afin de ménager sa mère, lui a fait croire dans ses lettres qu'il a passé son temps à «jouer à la balle et à étudier». Ovide, l'intellectuel de la famille, sachant le guerrier désormais hors de danger, profite de ce retour pour révéler la vérité à Joséphine. Il lui lit des lettres de Guillaume lorsqu'il était au front. Des lettres gardées jalousement secrètes qui révèlent à la mère éberluée l'atrocité des combats auxquels son fils a participé. Dans la dernière missive, Guillaume explique en détail comment, après avoir échappé de justesse à la mort, il a occis deux Allemands. Réaction de Maman Plouffe: «C'est pas croyable, Guillaume qui tue des hommes^{10!}» Cinquante ans après, nous jouons toujours à maman Plouffe: nous n'arrivons pas à y croire. À moins que nous préférions ne pas savoir...

Autant dans notre histoire que dans notre conscience populaire, ce «refus», cette «non-participation» sont présentés aujourd'hui encore comme étant LA réalité, TOUTE la réalité historique. Notre nationalisme a fait de ce refus une victoire, une marque éclatante de notre différence, de notre autonomie. À titre de comparaison, après l'humiliation de la reddition, la France a puisé parmi les héros de la Résistance les images mythiques qu'il lui fallait pour retrouver l'honneur perdu. La Résistance est devenue le mythe fondateur de la France moderne d'après-guerre. Là-bas, l'image de Jean Moulin et de tous ses compagnons de l'armée des ombres hantent encore les écoles, les rues et les parcs qui portent leurs noms. Or, se souvient-on que des Canadiens français furent engagés par les services secrets britanniques pour prêter main-forte à la Résistance française? Le colonel C. P. Stacey explique en ces termes comment des Canadiens en sont arrivés à jouer ce rôle: «Une des raisons qui a permis aux Canadiens de jouer un rôle de premier ordre dans la guerre clandestine a été la possibilité de trouver parmi eux des gens de différentes races et de différentes langues (...) Parmi ceux-ci, il convient de mentionner, en tout premier lieu, les Canadiens d'origine française qui ont grandement contribué à organiser la Résistance française et à préparer la libération du pays de leurs ancêtres^{11.}»

En France, des dizaines de films ont glorifié ces combattants de l'ombre. Ici... nos héros sont toujours des anti-héros, des déserteurs, des «petits» jusqu'à la complaisance. Roch Carrier, dans *La guerre, yes sir!*, fait dire à l'un de ses personnages: «C't'une guerre de gros... Pis nous autres on est des p'tits.» Ce discours imprègne toute notre culture, voire notre histoire: «Notre ethnie s'est constituée dans une vie étale et obscure dont l'histoire des

peuples n'a presque rien retenu. Pas de guerres ni d'actions éclatantes mais la grisaille de la vie quotidienne, toujours recommencée», écrit Marcel Rioux¹².

Certes, la décision de ces jeunes hommes de s'engager pour le front n'a probablement pas fait l'unanimité à l'époque. Surtout dans certains milieux clérico-nationalistes qui craignaient plus pour la vertu de leurs ouailles que pour le salut de la mère-patrie. Dans *La famille Plouffe*, Roger Lemelin a bien résumé ce point de vue à travers le personnage du curé Folbèche, qui s'insurge contre le départ des jeunes Canadiens français pour le front: «Est-il juste, dit-il, que cette population de la province de Québec, cette population qui est, grâce à nous, la plus catholique du monde, aille se gâter au contact de ces Anglais et de ces Français, dont les péchés sont trop connus, sous prétexte qu'il faut sauver la démocratie? En 1918, nos soldats sont revenus avec de méchantes maladies et surtout anticléricaux. Faut-il combattre pour une victoire dont le salut de nos jeunes est le prix? Problème angoissant auquel le Christ a intelligemment répondu: «Que sert à l'homme de gagner l'univers s'il vient à perdre son âme¹³?»

Que l'on ne se méprenne: en réalité, le clergé de l'époque était divisé sur la question. Il n'empêche que le curé Folbèche a bel et bien sévi pendant la guerre sous les traits de l'abbé Pierre Gravel, vicaire de la paroisse Saint-Roch. Ce prêtre, à l'instar de bien d'autres comme l'abbé Édouard-Valmore Lavergne, curé de Notre-Dame-de-Grâce, s'était insurgé contre certains prélats, tel le Cardinal Villeneuve qui enjoignait alors les fidèles Canadiens français de voler au secours de la France libre. Pour ceux qui avaient choisi cette position isolationniste, le problème dut se poser au moment de la victoire alliée: cette guerre de libération, sanglante certes, aboutissait finalement à l'écrasement de l'hydre nazie. Avec la découverte des camps de concentration, puis les révélations des procès pour crimes contre l'humanité, les années qui suivirent faisaient prendre conscience à la communauté internationale abasourdie que cette victoire avait marqué aussi la fin d'un système. Un système raciste dont l'horreur démontrait par l'absurde la fragilité de la civilisation humaniste.

Pour ceux qui s'étaient farouchement opposés au départ des Canadiens français pour le Vieux Continent, surtout le bas-clergé et certains clérico-nationalistes quelque peu vichisants, l'examen de conscience était proprement terrifiant. Il y a cinq ans, dans *Le Devoir*, Paul-André Comeau analysait la situation en ces termes: «La découverte de l'horreur des camps de concentration, l'ampleur innommable de l'holocauste, la dévastation du Vieux Continent bouleversent leaders nationalistes et autres élites qui

avaient vécu à l'ombre du mythe d'une «guerre anglaise». Aussi, selon l'éditorialiste et politicologue, cette prise de conscience a fait le lit de l'oubli: «En un rien de temps, tout un peuple s'empresse d'oublier l'objet d'un malaise profond, d'un remords tenace qui n'est pas encore exorcisé¹⁴.»

Avec les années soixante, le Canadien français devient le Québécois. Ce glissement d'identité aurait dû déboucher sur une réappropriation de notre histoire, de TOUTE notre histoire, c'est-à-dire sur la revendication de notre participation comme Canadiens français à la libération de tout un continent soumis au joug de la barbarie. Mais étions-nous prêts à en payer le prix? Cela aurait signifié, certes, une critique de l'attitude parfois peu glorieuse de nos élites clérico-nationalistes pendant la guerre, une remise en question en profondeur de notre nationalisme. Or, nous avons préféré emprunter une voie d'évitement: affirmer notre identité nationale dans le refus et dans la fuite, toujours à travers les défaites, jamais à travers les victoires. Par exemple, les rares rues qui rappellent, au Québec, le Deuxième Conflit mondial s'appellent souvent Dieppe, échec militaire retentissant où des centaines des nôtres perdirent la vie, en 1942. Mais reconnaître notre participation aux victoires de cette guerre aurait peut-être dérangé notre tendance morbide à l'autovictimisation...

Face à tout ceci la question que nous nous posons est la suivante: allons-nous encore «oublier» longtemps? Combien de temps traînerons-nous encore le poids d'une mémoire collective qui fait de nous d'éternels «déserteurs»? Dans son étude socio-militaire sur le 22^e Bataillon, Jean-Pierre Gagnon résume la problématique dans un trait fulgurant: pourquoi, les Québécois se souviennent-ils des quatre morts des émeutes de la conscription en 1918, alors que les 1 100 soldats du 22^e Bataillon morts au champ d'honneur pendant la Première Guerre mondiale (tous des Canadiens français) sont restés dans l'oubli? «Gagnon enlève aux Québécois l'excuse de l'ignorance», a déjà fait remarquer, pour sa part, l'historien Desmond Morton¹⁵.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène spécifique au Québec. Concrètement, prenons la question suivante: combien de Canadiens français sont morts pendant la Deuxième Guerre mondiale? Cette question n'est jamais posée dans l'historiographie québécoise. Et pour cause. Les forces armées canadiennes n'ont jamais recensé systématiquement les pertes canadiennes-françaises. Dans leurs statistiques, elles n'ont pas non plus différencié les Canadiens français des Canadiens anglais enrôlés ou conscrits, regroupant les uns et les autres sous le terme de «Canadiens». Or, comme le font remarquer les historiens Serge Bernier et Jean

Pariseau dans leur étude sur le bilinguisme dans les forces armées canadiennes, si l'armée avait pris soin de faire le décompte des Canadiens français enrôlés dans ses rangs, une telle démarche aurait «permis de répondre aux critiques — justes ou injustes — proférées contre les Québécois ou les Canadiens français en rapport avec la crise de la conscription¹⁶.»

Bref, la vérité historique aurait pris le relais de la mémoire historique, et, restons candides malgré tout, aurait sinon mis tout le monde d'accord, du moins apporté un éclairage nouveau à la question. Cette «omission» bureaucratique creuse certes un trou dans la mémoire québécoise. Fait d'autant plus surprenant qu'il existe des statistiques très précises sur le nombre de ressortissants étrangers engagés alors dans les forces armées canadiennes. Chinois, Américains, Bulgares, Russes, etc., pas moins de 24 nationalités y sont représentées! D'un autre côté, aucun chercheur québécois ne s'est intéressé au nombre de Canadiens français enrôlés, ni à leurs pertes. Pourtant, ce genre de «trou noir» de la mémoire, peut devenir pour l'historien l'indice de la présence d'un «objet d'étude historique non identifié», un indice significatif de la mémoire «en négatif» d'une collectivité donnée. De quelque chose qui continue à agir sur la société à son insu. L'indice d'un conflit non réglé. D'une sorte de «névrose», pour reprendre l'image de l'historien Henri Rouso¹⁷.

L'historien lui-même peut difficilement échapper à l'emprise de ces zones d'ombres de la mémoire sociale, dans la mesure où la mémoire, sélective par définition, reste la matière première de l'histoire. En effet, l'historien contemporain, même s'il prétend reconstruire la vérité historique, remettant sans cesse en question les repères rassurants de la mémoire collective, doit composer avec l'hégémonie de cette dernière. Le chercheur, quelle que soit son honnêteté intellectuelle, doit rester conscient des pièges de l'autocensure, réponse plus ou moins consciente aux pressions du discours dominant du milieu dont il est issu. Sa démarche, son questionnement n'échappent pas non plus nécessairement aux paradigmes qui tissent le discours social.

Artistes et artisans du domaine culturel échappent encore moins à ces phénomènes, l'œuvre d'art restant l'expression des courants qui agitent la société. Prenons l'exemple du cinéma québécois, qui prend son envol pendant les années soixante. Il a produit deux films importants se situant pendant les années de guerre: *Partis pour la gloire*, de Clément Perron, qui raconte les déboires de deux hommes fuyant la conscription et *Je suis loin de toi mignonne* de Claude Fournier, l'histoire d'un mariage provoqué par la crainte d'être conscrit. Là encore, c'est le thème de la fuite qui domine le

discours. Ces deux productions sont-elles l'expression d'une opinion commune de l'époque? Avec le recul, ils apparaissent comme une cristallisation manifeste et imprégnante du consensus intellectuel et social que nous venons d'évoquer.

Notre littérature apparaît également tributaire de ce phénomène. Rares sont les romans qui situent leur action directement au combat. «Dans le roman québécois, l'inspiration guerrière est exceptionnelle», fait remarquer Madeleine Ducroq-Poirier dans *Le Dictionnaire des Oeuvres littéraires du Québec*¹⁸. C'est un fait, les élites québécoises répugnent à accueillir les sujets violents dans leur panthéon imaginaire et les sanctionnent en conséquence. Or, la sanction sociale semble aller dans le même sens: à preuve les trois seuls romans de guerre québécois publiés au lendemain du Deuxième Conflit mondial, qui sont tombés dans l'oubli le plus total. En effet, qui se souvient aujourd'hui de *Neuf jours de haine*, de Jean-Jules Richard, de *Deux portes... une adresse*, de Bertrand Vac, et du livre de Jean Vaillancourt *Les Canadiens errants*¹⁹? Cette année, la commémoration du cinquantenaire du débarquement de Normandie a néanmoins encouragé la réédition d'un de ces trois «moutons noirs de la littérature québécoise»: *Les Canadiens Errants* de Vaillancourt. Outre sa valeur documentaire, les critiques littéraires lui reconnaissent désormais un intérêt intrinsèque. *Neuf jours de haine* qui fut relativement bien reçu par la critique en 1948 a été réédité en 1968. Toutefois, son succès public semble avoir été limité. En 1961, un chroniqueur littéraire du *Nouveau Journal* fait en effet remarquer: «L'exemplaire (de *Neuf Jours de haine*) est encore tout neuf d'ailleurs; si j'en crois la fiche de la bibliothèque, il ne semble n'avoir été emprunté que deux fois depuis 1948²⁰.» D'autres romans comme *Tit-coq*, de Gratien Gélinas, *Bonheur d'occasion*, de Gabrielle Roy ou *La guerre, yes sir!*, de Roch Carrier, ont connu apparemment beaucoup plus de succès. Détail intéressant, si la guerre reste le moteur central de ces œuvres, leurs intrigues se déroulent loin du front.

Cinquante ans après, il est temps de nous interroger sur les conséquences actuelles de cet héritage sur nos vies. Comme le rappelle avec à-propos Jean-Pierre Rioux, de l'Institut d'études politiques de Paris, «Si la mémoire collective est bien la présence sélective et active du passé dans nos cœurs et nos actes, il ne s'agit plus en l'espèce d'une querelle d'héritage mais, bel et bien, d'un enjeu qui dessine notre présent²¹.» Notre mémoire collective, à l'instar de celle de tous les peuples de la terre, sélectionne les événements, collectionne les euphémismes historiques. Réflexe humain, nous refoulons nos souvenirs douloureux, nous nous replions dans un oubli

stratégique pour ne plus souffrir et permettre à nos plaies de se cicatriser.

L'engagement des Canadiens français dans l'armée canadienne est, pour nous, une véritable blessure de guerre. Secret de famille honteux, cette plaie ne se résorbera pas tant que nous ne l'aurons pas nettoyée, c'est-à-dire tant que nous n'en aurons pas fait un objet d'étude et d'analyse scientifique à part entière. Par conséquent, n'est-il pas plus que temps d'ouvrir la voie à une tout autre histoire de la Deuxième Guerre mondiale au Québec? Une histoire «complète», débarrassée de la poussière de l'oubli et consciente de sa propre mythologie. Une histoire qui se méfie de sa mémoire. Car cette mémoire, nous venons de le voir, est discours. Elle transcende les événements historiques et livre un message qui relève de l'émotion, souvent plus forte que la raison. C'est pourquoi l'historien a le devoir d'y regarder. Comme le dit si bien Jacques Le Goff: «La mémoire, où puise l'histoire qui l'alimente à son tour, ne cherche à sauver le passé que pour servir au présent et à l'avenir. Faisons en sorte que la mémoire collective serve à la libération et non à l'asservissement de l'homme²².»

Notes

1. Gravel Jean-Yves, *Le Québec et la guerre*, Les éditions du Boréal Express, Montréal, 1974, p. 84.
2. Gravel, Jean-Yves, *Le Québec et la Guerre...* p. 9.
3. Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert, François Ricard, *Histoire du Québec Contemporain, Le Québec depuis 1930*, t. 2, Boréal, 1986, p. 135-141.
4. Lacoursière, Jacques, Jean Provencher, Denis Vaugois, *Canada-Québec, Synthèse historique*, Éditions du renouveau pédagogique, Ottawa, 1978.
5. Haycock, R. G., «Mars et Cléo au Canada: dimensions historiques et contemporaines de l'histoire militaire», article non publié, Royal Military College, janvier 1994, p. 56.
6. Pariseau, Jean et Serge Bernier, *Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes, t. 1: 1763-1969: le spectre de l'armée bicéphale*, Ottawa, Service historique de la Défense nationale, 1987, 468 p.; Jean-Pierre Gagnon, *Le 22^e Bataillon (canadien-français): étude socio-militaire*, Ottawa, 1986.
7. Jacques le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, p. 109.
8. Lemelin, Roger, *La famille Plouffe*, Cercle du livre de France, Montréal, 1968, p. 267.
9. Carrier, Roch, *La Guerre, yes Sir!*, Montréal, Éditions du Jour, 1968, 124 p.
10. Lemelin, Roger, *La famille Plouffe...*, p. 400.
11. Stacey, C. P., *L'armée canadienne, 1939-1945*, Résumé historique officiel, Imprimeur du roi, Ottawa, 1949, p. 308.
12. Rioux, Marcel, *Les Québécois*, Éditions du Seuil, p 149.
13. Lemelin, Roger, *La famille Plouffe...*, p. 264.
14. Comeau, Paul-André, «Le Québec et la guerre», *Le Devoir*, 2 septembre 1989, p. A.9.
15. Morton, Desmond, «Comptes rendus», *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, vol. 41, p. 273.

16. Pariseau, Jean et Serge Bernier, *Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes, t. 1...*, p. 135.
17. Rouso, Henry, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, coll. Points-Histoire, 1990.
18. Ducroq-Poirier, Madeleine, «Deux Portes... une adresse», *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec, t. III*, Montréal, Fides, p. 283.
19. Richard, Jean-Jules, *Neuf Jours de haine*, Montréal, Éditions de l'Arbre, 1948, 352 p.; Le Cercle du livre de France, 1968, 361 p.; Vac, Bertrand (pseudonyme d'André Pelletier), *Deux portes... une adresse*, Cercle du livre de France, Montréal, 1952, 240 p.; Jean Vaillancourt, *Les Canadiens Errants*, Montréal, Cercle du livre de France, 1954, 250 p., 1970, 217 p. Éd. Pierre Tisseyre, 1994.
20. Bobet, Jacques, «Deux livres, l'un réédité, l'autre épuisé, mesurent le double visage du roman de guerre», *Le Nouveau Journal*, 14 octobre 1961, p. 29.
21. Rioux, Jean-Pierre, «Les traces de la Seconde Guerre mondiale en France depuis 1945», *La Résistance*, Les Collections du Nouvel Observateur, n° 16, mai 1993, p. 5.
22. Jacques le Goff, *Histoire et mémoire...*, p. 177.